

Les Togolais ne sont pas satisfaits de la performance du gouvernement en éducation

Dépêche No. 325, Afrobarometer | Komi Amewunou

Résumé

« Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité » fait partie du quatrième Objectif de Développement Durable et demeure l'un des besoins fondamentaux de la jeunesse. Pour promouvoir une meilleure éducation, le Togo pour sa part, a élaboré des stratégies gouvernementales définies dans le Plan Sectoriel de l'Education (2014-2025) (Partenariat Mondiale pour l'Education, 2019).

Le Togo a ainsi réalisé des avancées considérables sur le plan éducatif et la promotion de la jeunesse. Au niveau de la petite enfance, le taux de scolarisation du préscolaire des 4-5 ans a progressé, passant de 15,8% à 37,2% de 2013 à 2017. Le taux net de scolarisation au primaire a également connu une augmentation, passant de 86,5% à 93,8%. Par rapport à l'amélioration de l'accès et de la rétention dans le premier cycle de l'enseignement secondaire général, le taux d'achèvement du Collège d'Enseignement Général est passé de 37% à 50% (République Togolaise, 2018).

Malgré ces progrès, persistent encore quelques insuffisances liées entre autres aux infrastructures scolaires et universitaires, à la qualité de l'éducation, et aux conditions de vie et de travail des enseignants (Ndoye & Oulai, 2015). Une insuffisance des salles de classe et des effectifs pléthoriques marquent beaucoup d'établissements publics; on peut dénombrer jusqu'à 100 élèves dans des classes au lieu de 50 (27avril.com, 2015). Au niveau de l'enseignement technique et professionnel, le système éducatif actuel prépare insuffisamment les jeunes au marché de l'emploi et à l'auto-emploi, donc ne constitue plus pour beaucoup d'entre eux un outil de promotion individuelle ou collective (Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle, 2019). Quant à l'université, elle octroie des formations doctrinales pour la plupart ne répondant pas réellement aux besoins professionnels du moment (Akakpo, 2016).

A ces maux s'ajoute la situation inquiétante des enseignants, acteurs clés du secteur de l'éducation. Notons que pendant quelques années, les rentrées scolaires ont été perturbées par des grèves perlées, avec en toile de fond des revendications des enseignants. C'est dans cet interminable challenge que deux élèves ont perdu la vie en 2013 (L'Alternative, 2018). Ces situations déplorables ont donné naissance à un long processus de dialogue et de concertation ayant abouti à l'adoption du « statut particulier de l'enseignant » (L.frii, 2018). Le texte protège et revalorise la fonction enseignante et régleme les évolutions de carrières, et son adoption a été indispensable dans l'apaisement du climat social (Portail Officiel de la République Togolaise, 2018).

Beaucoup de politiques sont aussi mises en œuvre pour promouvoir la jeunesse, mais il s'avère que la plupart de ces actions s'adressent au sous-secteur de l'emploi au détriment des autres besoins des jeunes. Par exemple en matière de santé, le Togo ne dispose pas d'un plan stratégique national dédié aux jeunes (Centre de Développement de l'OCDE 2017).

Les résultats de l'enquête la plus récente d'Afrobarometer au Togo révèlent que l'éducation est une priorité des citoyens, et une grande partie d'entre eux sont insatisfaits de la

performance du gouvernement face aux besoins des jeunes. Néanmoins, ils affirment que les filles et les garçons ont les mêmes chances d'aller à l'école.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer conduit un réseau panafricain et indépendant de recherches qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes à travers l'Afrique. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays depuis 1999. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Togo, dirigé par Center for Research and Opinion Polls (CROP), a interviewé 1.200 adultes togolais en novembre 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Togo en 2012 et 2014.

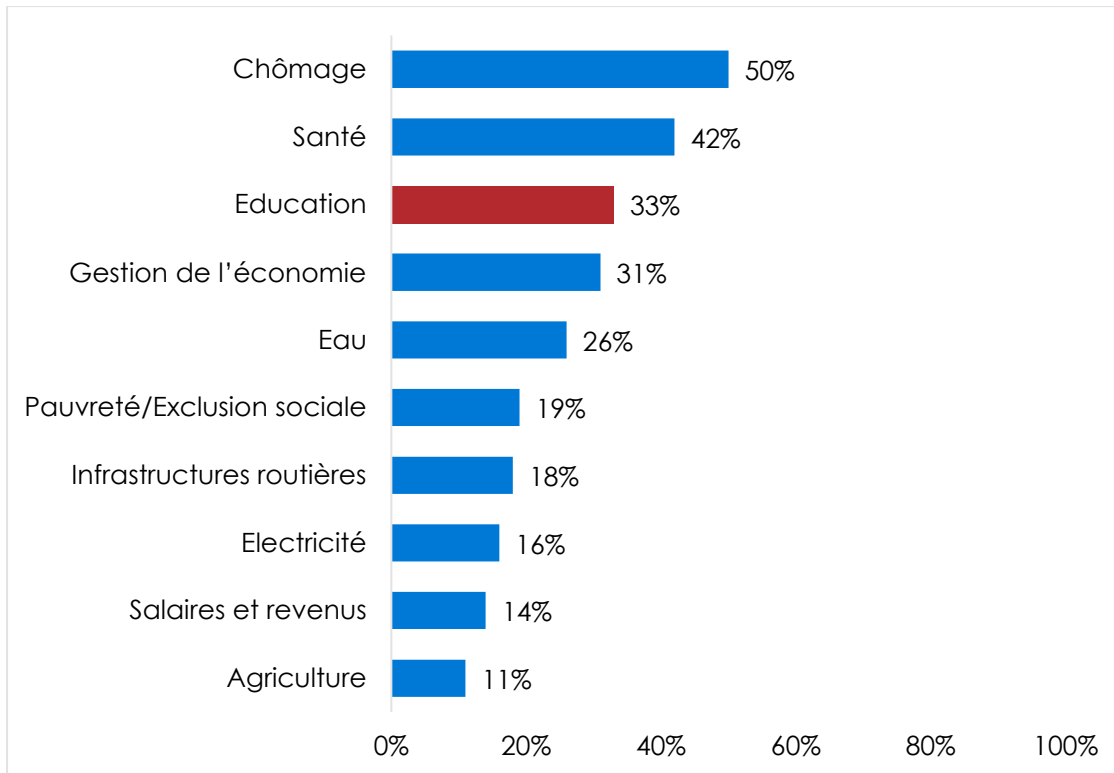
Résultats clés

- Un tiers (33%) des Togolais citent l'éducation parmi les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, faisant ainsi de l'éducation la troisième priorité derrière le chômage et la santé.
- Trois-quarts (75%) des Togolais qualifient de « plutôt mal » ou « très mal » la manière dont le gouvernement répond aux besoins des jeunes.
- Six citoyens sur 10 (61%) désapprouvent la manière dont le gouvernement répond aux besoins en éducation. La proportion de Togolais qui désapprouvent la performance du gouvernement s'est accrue de 15 points de pourcentage entre 2012 et 2017.
- Deux Togolais sur cinq (43%) trouvent que l'efficacité du gouvernement à satisfaire les besoins en éducation s'est empirée en comparaison à il y a quelques années, contre seulement 30% qui affirment qu'elle est meilleure.
- Malgré les insatisfactions exprimées dans le secteur de l'éducation, l'égalité d'accès à l'éducation semble quasiment acquise: Pour 96% des Togolais, les filles et les garçons ont aujourd'hui les mêmes chances d'aller à l'école.

L'éducation parmi les problèmes les plus importants

A chaque répondant il a été demandé de citer les problèmes qui les plus préoccupent et face auxquels ils pensent que le gouvernement devrait s'atteler pour trouver des solutions. L'éducation, citée par 29% de Togolais, est le troisième problème après le manque d'emploi (45%) et de la santé (38%) (Figure 1).

Figure 1: Problèmes les plus importants | Togo | 2017

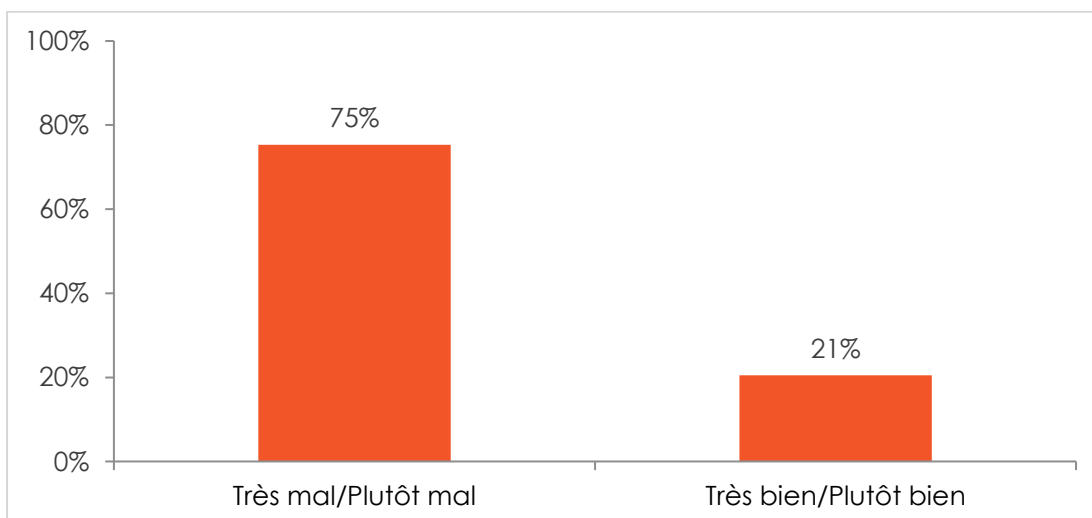


Question posée aux répondants: A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer?

La prise en compte des besoins des jeunes

Les diverses politiques à l'endroit de la jeunesse ne semblent pas être à la hauteur de l'attente des Togolais. On a ainsi trois-quarts des Togolais (75%) qui qualifient de « plutôt mal » ou « très mal » la manière dont le gouvernement répond aux besoins des jeunes (Figure 2).

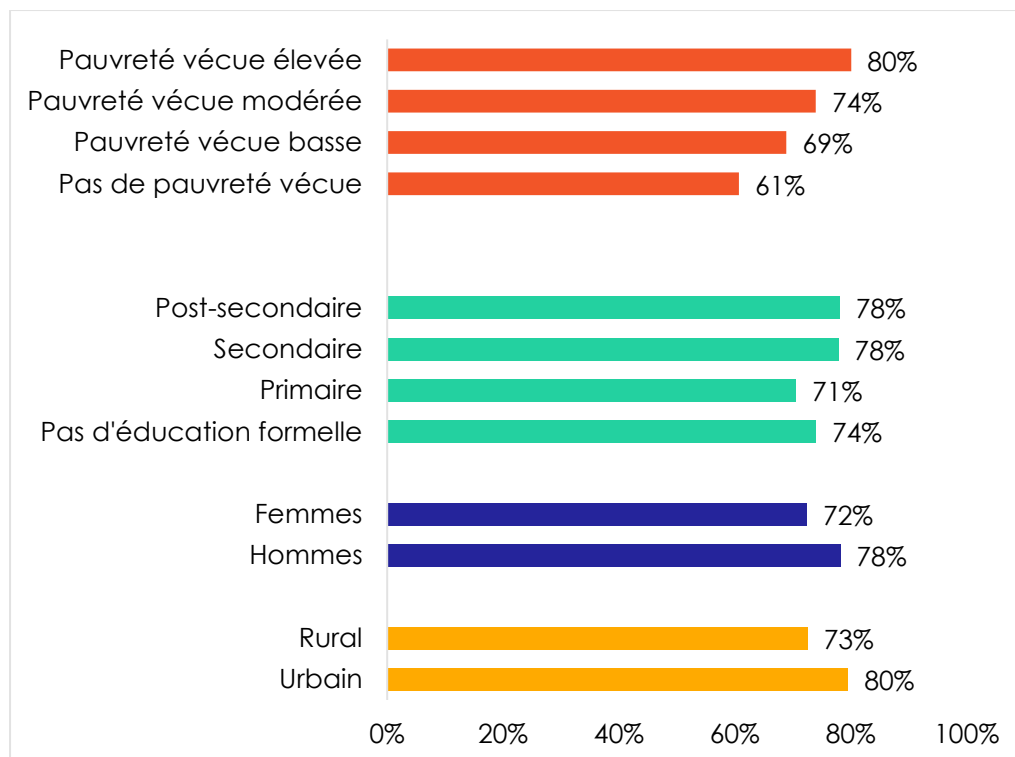
Figure 2: Prise en compte des besoins des jeunes | Togo | 2017



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Prise en compte des besoins des jeunes?

La désagrégation par certains facteurs socio-démographiques montre que ce taux d'insatisfaction est plus élevé parmi les répondants qui ont un niveau de pauvreté vécue¹ élevée (80%, contre 61% pour ceux avec une absence de pauvreté vécue). Les hommes (78%) et les citoyens vivant en milieux urbains (80%) sont plus insatisfaits que les femmes (72%) et les habitants des milieux ruraux (73%). Quant à l'analyse selon le niveau d'instruction des répondants, elle montre que les gens ayant atteint les niveaux plus élevés ont plus tendance à être insatisfaits par les réponses des gouvernants face aux besoins des jeunes (Figure 3).

Figure 3: Prise en compte des besoins des jeunes – plutôt/très mal | par groupe socio-démographique | Togo | 2017



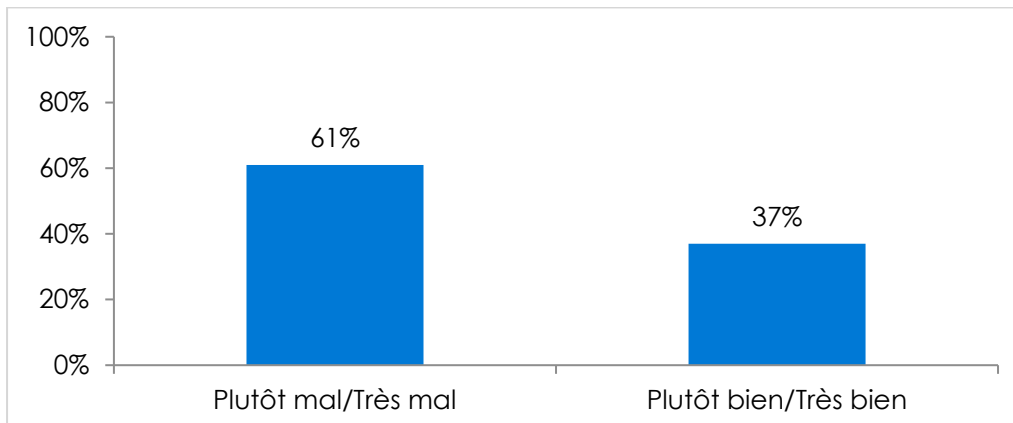
Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: *Prise en compte des besoins des jeunes?*

Satisfaction des besoins en éducation

Globalement les Togolais ne sont pas satisfaits des réponses que les gouvernants apportent aux problèmes de l'éducation. En effet, plus de six Togolais sur 10 (61%) qualifient de « plutôt mal » ou « très mal » la façon dont les questions liées à l'éducation sont abordées. Juste 37% sont satisfaits des solutions que le gouvernement actuel apporte aux problèmes de l'éducation (Figure 4).

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobaromètre mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de carburant pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes, Dulani, et Gyimah-Boadi (2016) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 4: Satisfaction des besoins en éducation | Togo | 2017

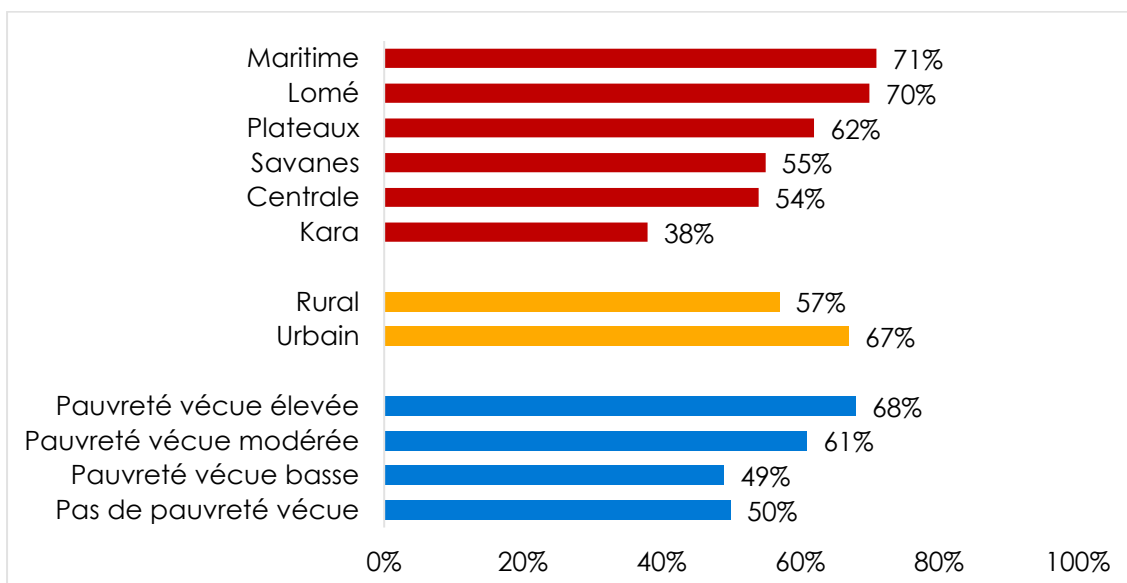


Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Satisfaction des besoins en éducation?

Ce mécontentement semble indépendant du sexe et de l'âge des répondants. La situation géographique urbaine ou rurale, le niveau de pauvreté vécue, et les régions d'appartenance des répondants ont par contre un effet sur la satisfaction des besoins en éducation (Figure 5).

Les régions Maritime (71%) et Lomé (70%) enregistrent les nombres les plus élevés de mécontents, contre juste 38% dans la Kara. Les citadins (67%) sont plus mécontents par rapport aux ruraux (57%). On remarque aussi que plus les Togolais sont pauvres, plus ils sont insatisfaits de la manière dont les gouvernants répondent aux besoins liés à l'éducation, allant de 68% chez les répondants avec une pauvreté vécue élevée jusqu'à 49%-50% parmi ceux vivant une pauvreté basse ou aucune pauvreté.

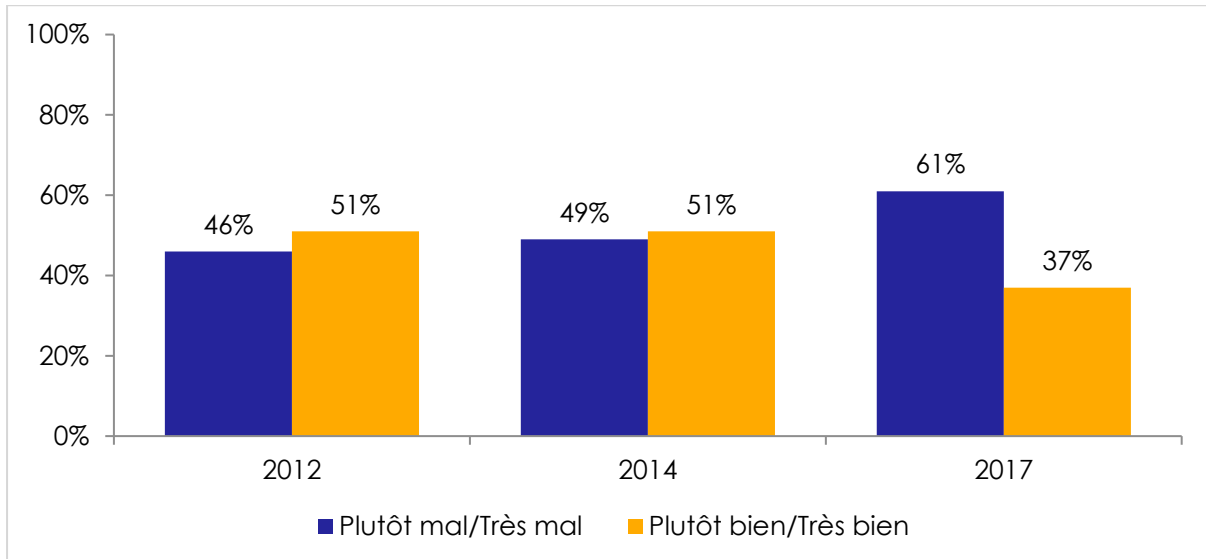
Figure 5: Satisfaction des besoins en éducation – plutôt/très mal | par groupe socio-démographique | Togo | 2017



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Satisfaction des besoins en éducation? (% qui disent « plutôt mal » ou « très mal »)

Le nombre de Togolais insatisfaits par l'efficacité du gouvernement à satisfaire les besoins en éducation a augmenté entre 2012 et 2017, passant de 46% en 2012 à 61% lors du récent sondage d'Afrobarometer (Figure 6).

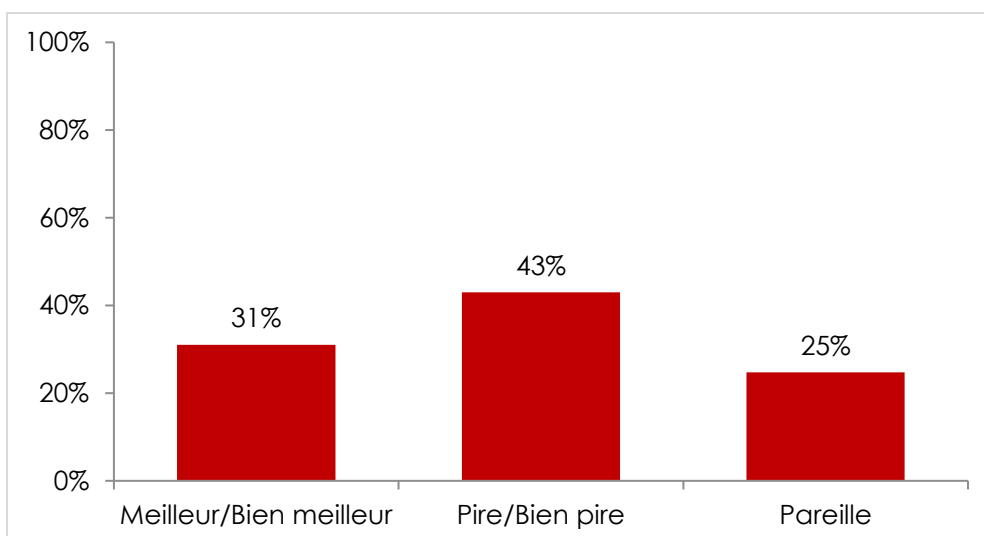
Figure 6: Satisfaction des besoins en éducation | Togo | 2012-2017



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Satisfaction des besoins en éducation?

De même, plus de quatre Togolais sur 10 (43%) affirment que l'efficacité du gouvernement à satisfaire les besoins en éducation est devenue pire comparativement à il y a quelques années, contre 31% qui trouvent qu'elle est meilleure. Un quart (25%) trouvent que la situation n'a pas changé (Figure 7).

Figure 7: L'efficacité du gouvernement à satisfaire les besoins en éducation | Togo | 2017

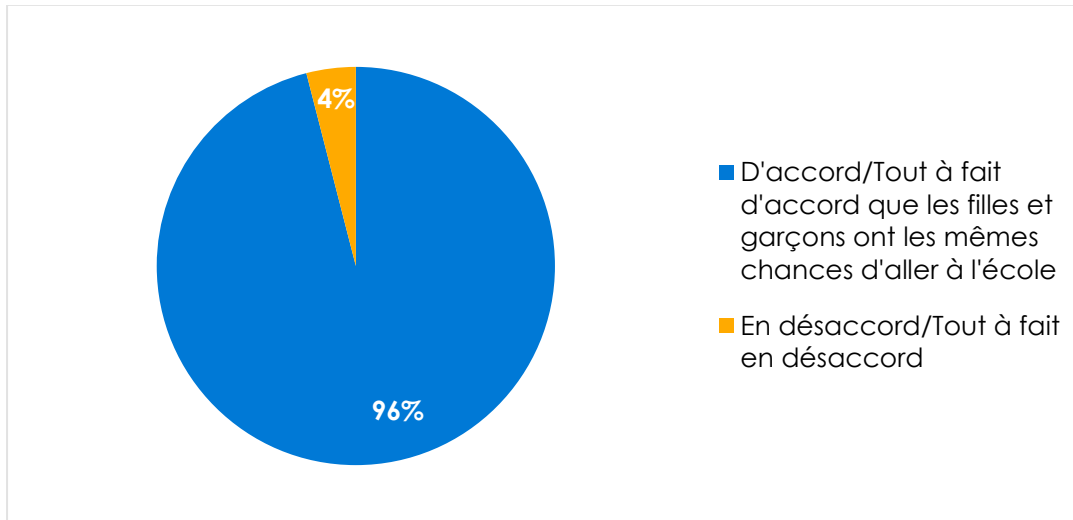


Question posée aux répondants: Dites-moi, s'il vous plaît, si la situation des choses suivantes est pire ou meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques années, ou si elles sont demeurées à peu près pareilles: L'efficacité du gouvernement à satisfaire les besoins en éducation?

Egalité d'accès à l'école, un acquis pour le Togo malgré tout

Le temps où l'éducation du jeune garçon est privilégiée aux dépens de celle de la jeune fille semble près que révolue de nos jours au Togo. Ne pas envoyer sa fille ayant l'âge de scolarisation à l'école est non seulement une atteinte aux droits des enfants mais aussi très mal vu par la société. Aujourd'hui selon la quasi-totalité des Togolais (96%), fille et garçon ont la même chance de fréquenter une école (Figure 8).

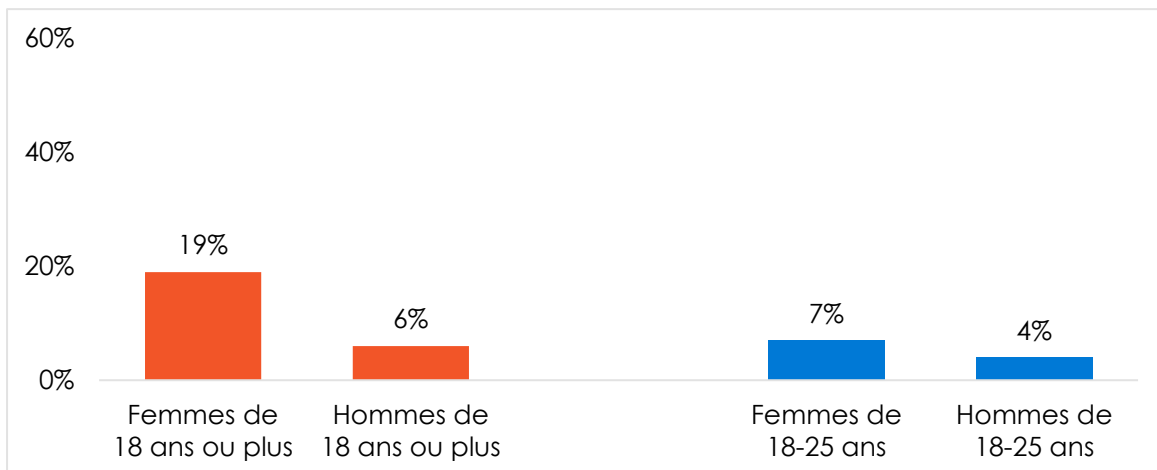
Figure 8: Egalité de chances d'aller à l'école | Togo | 2017



Question posée aux répondants: Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous exprimer: Les filles et garçons ont aujourd'hui dans notre pays les mêmes chances d'aller à l'école?

Cette perception d'égalité d'opportunité entre filles et garçons est consistante avec les données sur le niveau d'éducation atteint. En fait, il reste un écart significatif entre les genres au niveau de la population adulte: Parmi les femmes, 19% n'ont pas d'instruction formelle, contre 6% des hommes, un gap de 13 points de pourcentage. Mais pour la plus jeune génération adulte (âgés de 18-25 ans), juste 3 points de pourcentage séparent les femmes (7% sans instruction formelle) et les hommes (4%) (Figure 9).

Figure 9: Pas d'instruction formelle | par sexe | Togo | 2017



Question posée aux répondants: Quel est votre plus haut niveau d'instruction?

Conclusion

Les questions de l'éducation au Togo ont été pendant ces derniers temps au cœur des actualités. Les grèves à répétition des enseignants qui provoquent parfois le déferlement des élèves dans la rue ont animé la vie sociale du pays longtemps avant que le gouvernement ne trouve une solution qui semble apaiser les acteurs pour l'instant. Des centres dédiés aux jeunes, appelés maisons des jeunes, sont aussi en train de pousser, avec pour vocation de répondre aux besoins de développement intellectuel, social, culturel, affectif, et physique de la jeunesse.

Selon les enquêtes d'Afrobarometer, la majorité des citoyens sont insatisfaits de la manière dont les problèmes liés à l'éducation sont résolus. Le quatrième Objectif de Développement Durable reste donc un défi pour le gouvernement.

Malgré l'inefficacité constatée devant plusieurs défis de l'éducation, des efforts aboutissant à des résultats probants ont été fournis par le Togo pour que les filles aient le même droit d'aller à l'école tout comme les garçons. Presque tous les Togolais reconnaissent qu'aujourd'hui au Togo l'égalité d'accès à l'éducation est presque acquise.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- 27avril.com. (2015). Surcharge dans les classes, un des maux du système éducatif. 24 juillet.
- Akakpo. (2016). Zoom sur les défis de l'enseignement supérieur au Togo. 10 septembre.
- Centre de Développement de l'OCDE (2017). Examen du bien-être et des politiques de la jeunesse au Togo. Projet OCDE-UE Inclusion des Jeunes.
- L'Alternative. (2018). Crise perpétuelle dans l'éducation au Togo. 18 janvier.
- L.frii. (2018). Le statut particulier des enseignants togolais vient d'être adopté par le gouvernement. 28 août.
- Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Dividende de la croissance ? La pauvreté vécue décroît en Afrique. Afrobarometer Synthèse de Politique No. 29.
- Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle. (2019) Programme de formation professionnelle et emploi des jeunes.
- Nations Unies. (2015). Objectifs de développement durable.
- Ndoye & Oulai. (2015). Rapport d'évaluation du plan sectoriel de l'éducation (PSE) 2010-2025 et du plan triennal d'action 2014-2016 du Togo.
- Partenariat Mondiale pour l'Education. (2019). L'éducation au Togo.
- Portail Officiel de la République Togolaise. (2018). Le gouvernement adopte le statut particulier du cadre des fonctionnaires de l'enseignement. 29 août.
- République Togolaise. (2018). Voici les progrès réalisés par le Togo dans le domaine éducatif de 2013 à 2017.

Komi Amewunou est assistant de recherche au Center for Research and Opinion Polls (CROP), partenaire national d'Afrobarometer au Togo. Email: amewunoukomi@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, conduit un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7ème round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Nationale pour la Démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 325, Afrobarometer | 31 octobre 2019